

Les minéraux susceptibles de susciter des conflits dans la région des Grands Lacs de l'Afrique



À propos de Partenariat Afrique Canada

Au cours de la dernière décennie, Partenariat Afrique Canada (PAC) s'est bâti une solide réputation fondée sur ses enquêtes novatrices et son travail efficace de plaidoyer politique dans les domaines de la bonne gouvernance, des ressources naturelles et de la sécurité humaine. PAC participe au Système de certification du Processus de Kimberley pour les diamants bruts. De plus, l'organisme héberge la coalition Publiez Ce Que Vous Payez - Canada, soutient la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de l'Afrique pour la conception et la mise en œuvre d'un mécanisme régional de certification des minéraux du conflit, et adhère aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme.

PAC collabore avec un vaste réseau d'organisations de la société civile africaine afin de mobiliser des collectivités et des mineurs artisans, et pour assurer leur participation significative aux dialogues sur les politiques et aux initiatives dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, à l'échelle tant nationale qu'internationale. Grâce à leurs travaux, PAC et ses partenaires ont été en mesure d'engendrer des améliorations concrètes dans la gouvernance des ressources naturelles en Afrique.



PARTNERSHIP AFRICA CANADA

Les minéraux susceptibles de susciter des conflits dans la région des Grands Lacs de l'Afrique

La région des Grands Lacs de l'Afrique regorge de ressources naturelles, notamment de minéraux de grande valeur tels que l'étain, le tantale, le tungstène et l'or, qui sont des composants importants de produits d'utilité quotidienne tels que les téléphones cellulaires, les iPods, les réfrigérateurs, les bijoux, les pièces d'avion, les automobiles et autres..

Depuis des décennies, dans la région des Grands Lacs de l'Afrique, des mineurs artisans utilisent ces minéraux comme principale source de revenus. En République démocratique du Congo, plus d'un million de mineurs artisans et de mineurs à petite échelle dépendent entièrement du commerce informel des minéraux, et bien que l'activité minière artisanale soit caractérisée par de faibles rendements financiers et par des risques élevés en matière de santé et de sécurité, le manque d'autres moyens de subsistance continue de favoriser ce commerce.



Le secteur artisanal informel est aussi sujet à la corruption et à la criminalité; depuis des années, des groupes armés en RDC et dans les pays voisins utilisent des minéraux tels que l'étain, le tantale, le tungstène et l'or comme sources de financement. De plus, le contrôle de ces ressources naturelles lucratives est devenu une source de conflit, des groupes armés luttant pour conserver l'accès à ces ressources. On a accusé bon nombre de ces groupes de commettre de graves violations des droits de la personne, y compris l'esclavage et la violence sexuelle.

États membres de la CIRGL

Angola

Burundi

République centrafricaine

République démocratique du Congo

Kenya

République du Congo

Rwanda

Soudan

Tanzanie

Ouganda

Zambie

Efforts pour contrer l'exploitation illégale des minéraux

Reconnaissant les effets de l'exploitation illégale des minéraux sur les crises sociales et politiques actuelles qui perdurent dans la région, les chefs d'État de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) se sont engagés à agir concrètement, par l'entremise de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (IRRN).

L'IRRN comprend six outils :

1. Un mécanisme régional de suivi et de certification des minéraux.
2. L'harmonisation des lois sur l'exploitation minière dans les 11 États membres.
3. La création d'une base de données pour suivre le commerce des minéraux dans la région.
4. L'officialisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle.
5. L'établissement d'un mécanisme de dénonciation.
6. La promotion de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)

Ces efforts sont axés sur quatre minéraux choisis pour leur sensibilité au conflit : l'étain, le tantale, le tungstène et l'or. Il s'agit des quatre mêmes minéraux qu'on a désignés comme des « minéraux du conflit » en vertu de la loi Dodd-Frank des États-Unis, et des quatre mêmes minéraux que couvre le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

La CIRGL fixe les normes de certification des minéraux dans la région des Grands Lacs. Ces normes sont entièrement conformes au Guide OCDE. Le Mécanisme

régional de certification de la CIRGL constitue l'outil régional de mise en œuvre des normes régionales et du Guide OCDE. En tant que mécanisme régional et général, les normes et procédures de la CIRGL s'harmonisent avec les actuelles initiatives commerciales certifiées et ont intégré des mécanismes de traçabilité tels que l'Initiative ITRI pour la chaîne d'approvisionnement de l'étain (iTSCi) de l'ITRI.

La transparence et les processus de vérification et de surveillance sont au cœur du Mécanisme régional de certification de la CIRGL, qui comporte des audits par une tierce partie et par un auditeur principal de la chaîne des minéraux. Ensemble, ils assurent un contrôle rigoureux et indépendant du système, et permettent à l'industrie de se conformer aux exigences de la loi Dodd-Frank.

Le G8 a reconnu la CIRGL comme un organisme clé, un important instrument pour s'attaquer à l'exploitation et au commerce illégaux des ressources naturelles en Afrique. En juillet 2011, le State Department des États-Unis reconnaissait et encourageait publiquement les efforts de la CIRGL et de ses 11 États membres.

Le Programme des Grands Lacs de l'Afrique de Partenariat Afrique Canada

En 2005, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) invitait Partenariat Afrique Canada (PAC) à agir en tant que conseiller; depuis, PAC joue un rôle crucial en matière de renforcement des capacités de la CIRGL dans ses efforts pour s'attaquer au commerce illégal des minéraux. En avril 2010, PAC présentait des recommandations détaillées à la CIRGL pour la création d'un mécanisme régional de certification pour les minéraux de grande valeur ciblés – le coltan, la cassitérite, la wolframite et l'or. La CIRGL a accepté les propositions de PAC, qui ont servi de fondement au MRC, lui-même lancé et endossé par les chefs d'État de la CIRGL lors d'un sommet spécial tenu à Lusaka en décembre 2010.

Depuis le lancement du MRC, le soutien de PAC à la CIRGL a pris diverses formes, y compris : la création de la base de données pour le suivi des minéraux de la CIRGL et la facilitation de la collecte des données dans la région; le renforcement des capacités techniques et de la formation pour appuyer le Secrétariat de la CIRGL et assurer la durabilité du MRC; des conseils sur la mise en place de l'auditeur indépendant de la chaîne des minéraux de la CIRGL; un soutien direct aux États membres de la CIRGL afin qu'ils satisfassent aux exigences de la certification.

PAC appuie une coalition régionale de la société civile indépendante sur les ressources naturelles, formée de membres représentant les provinces du Kivu (RDC), le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Les membres s'emploient à promouvoir le Pacte de la CIRGL, à inciter leurs propres gouvernements à tenir leurs engagements, à mettre en commun des expériences et à participer à l'évaluation des impacts, à surveiller le suivi et la certification, et à encourager la dénonciation. Lancée en août 2011, la coalition a tenu sa première réunion de planification en décembre 2011 à Kampala, en Ouganda.



Une approche globale

Le rôle des femmes et des enfants dans le commerce des minéraux

PAC favorise une approche globale de la consolidation de la paix. PAC prévoit s'engager dans d'autres recherches pour mieux comprendre comment les femmes et les filles participent au secteur de l'extraction dans l'est de la RDC, dans le but de trouver des façons de réduire au minimum les vulnérabilités et d'accroître les éventuelles possibilités offertes par une situation de conflit ou post-conflit. Il est essentiel de surveiller comment l'introduction du suivi et de la certification touchent en particulier les femmes et les

filles dans leurs collectivités respectives. En outre, PAC estime que l'étape de la mise en œuvre du Mécanisme régional de certification présente une occasion de mettre aussi en œuvre certaines résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les femmes, la paix et la sécurité, telles que les résolutions 1325, 1820, 1888, 1889 et d'autres, afin de faire en sorte que les vulnérabilités des femmes et des filles dans les situations de conflit ou post-conflit soient reconnues, et que leur pleine participation à la mise en œuvre et à la surveillance du Mécanisme régional de certification soit encouragée.

Initiatives complémentaires

PAC a participé à l'élaboration du Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. Dans la pratique, de tels principes directeurs font en sorte que les utilisateurs finaux de l'industrie puissent retracer la source de leurs minéraux en remontant toute la chaîne d'approvisionnement – de la mine à la fonderie puis au fabricant – garantissant ainsi aux consommateurs et aux autorités gouvernementales intéressées que leurs produits sont, au mieux de leur connaissance, « libres de conflits ».



PAC participe aussi au groupe de travail international voué à la coordination des donateurs relativement aux minéraux du conflit dans la région des Grand Lacs.

PAC est le responsable désigné de la société civile au sein de l'Alliance public-privé pour le commerce responsable de minéraux, dirigée par les États-Unis; il s'agit d'une initiative conjointe réunissant les gouvernements, l'entreprise et la société civile pour appuyer des solutions adaptées à la chaîne d'approvisionnement aux problèmes suscités par les minéraux du conflit en RDC et dans la région des Grands Lacs.

Au Canada, PAC est l'hôte des Canadian Multistakeholder Calls on Conflict Minerals, une plateforme de partage d'information qui diffuse des nouvelles sur les efforts internationaux et régionaux en cours visant à arrêter le flux des minéraux du conflit. Des responsables gouvernementaux, des organisations de la société civile, des universitaires et des représentants du secteur privé provenant de diverses industries y participent.

Officialisation des mineurs artisans

PAC s'apprête à lancer des projets pilotes pour l'officialisation et l'enregistrement de mineurs artisans dans des régions de la RDC et au Burundi. Ces projets pilotes visent à établir, sur des sites d'essai, un système fiable de suivi de la production et de la chaîne de possession pour l'or artisanal, qui commence au site minier et se poursuit jusqu'au point d'exportation.

Le travail d'officialisation sera mené en étroite collaboration avec les gouvernements, l'industrie et la société civile du Burundi et de la RDC. Cette coopération tripartite a donné d'excellents résultats en matière d'officialisation ailleurs dans la région et constitue un élément clé du projet.

On encouragera fortement l'officialisation des producteurs d'or artisans, en leur offrant de l'assistance technique et – peut-être – de meilleurs prix pour l'or faisant l'objet d'un suivi et d'une officialisation. Le projet veut atteindre ce dernier but en facilitant les contacts et en établissant une relation directe entre un important acheteur d'or en aval (c'est-à-dire un affineur) et les vendeurs nationaux d'or officialisé faisant l'objet d'un suivi.

*Pour plus d'information, visitez notre site Web à
www.pacweb.org*

**Joanne Lebert, directrice du
Programme des Grands Lacs**
jlebert@pacweb.org